



**MINISTÈRE  
DES ARMÉES**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Secrétariat général  
pour l'administration**

**MARCHE SENSIBLE**

**MARCHE DE DEFENSE ET DE SECURITE - CONCEPTION / REALISATION**

# **REGLEMENT DE LA CONSULTATION**

## **PROCEDURE**

Le marché public est passé selon la procédure de dialogue compétitif, en application des articles L.2324-4, R.2324-4 et R.2361-13 à R.2361-19 du Code de la commande publique.

Maître d'ouvrage

Etat – Ministère des Armées

Représenté par : Service d'infrastructure de la défense Sud-Est

Conduite d'opération : PCO de Toulouse

## **OBJET DU MARCHE**

Toulouse (31) - Ballastières – Réhabilitation du site

Numéro du projet

ESID 24 270

DAF\_2024\_001976

Date et heure limite de remise des candidatures :

Jeudi 27 février 2025 à 12h00

## Sommaire

1	Objet de la consultation .....	4
2	Description du marché .....	6
2.1	Procédure .....	6
2.1.1	Type de procédure .....	6
2.1.2	Négociation / Dialogue .....	6
2.1.3	Calendrier prévisionnel de la procédure de passation .....	7
2.2	Durée d'exécution du marché.....	7
2.3	Dévolution du marché.....	7
2.3.1	Allotissement .....	7
2.3.2	Fractionnement.....	8
2.4	Variantes.....	8
2.5	Marchés sans publicité ni mise en concurrence.....	8
2.6	Conditions particulières d'exécution .....	8
2.6.1	Engagement d'insertion .....	8
2.6.2	Les éléments seront communiqués aux candidats admis à participer au dialogue. Limitation de la sous-traitance .....	8
2.6.3	Spécificités du marché en matière de sécurité.....	8
3	Capacité des candidats .....	9
3.1	Pièces de la candidature .....	9
3.2	Niveaux minimums de capacité.....	11
3.2.1	Aptitude à exercer l'activité professionnelle .....	11
3.2.2	Capacité économiques et financières.....	11
3.2.3	Capacités techniques et professionnelles .....	11
4	Jugement des candidatures .....	13
4.1	Critères de sélection des candidatures .....	13
4.2	Restriction du nombre de candidats admis à présenter une offre.....	13
5	Pièces de l'offre – Ultérieurement .....	14
5.1	Visite de site .....	14
6	Jugement des offres.....	15
7	Nombre et valeur de la prime .....	15
8	Renseignements complémentaires .....	16
9	Contenu et modalités d'accès au dossier de consultation des entreprises (DCE) .....	17
10	Modalités de candidature .....	17
10.1	Examen des candidatures .....	17
10.2	Présentation du dossier de candidature.....	17
10.2.1	A/ Candidature sous forme de document unique de marché européen (DUME) .....	17
10.2.2	B/ Candidature hors DUME .....	18

10.3	Réponse en groupement .....	18
10.4	Documents justificatifs et autres moyens de preuve .....	19
10.4.1	A/ Transmission des moyens de preuve concernant les interdictions de soumissionner justificatifs et autres moyens de preuve .....	19
10.4.2	B/ Transmission des documents et renseignements concernant les conditions de participation à la procédure .....	20
10.5	Sélection des candidats.....	20
11	Conditions d'envoi et de remise des plis .....	20
11.1	Présentation des dossiers et format des fichiers.....	21
11.2	Horodatage .....	21
11.3	Copie de sauvegarde .....	21
11.4	Antivirus .....	22
12	Attribution.....	22
12.1	Documents à fournir .....	22
12.2	Signature et notification du marché .....	22
13	Dispositions générales .....	23
13.1	Langue .....	23
1.1	Juridiction chargée des procédures de recours .....	23
1.2	Voies de recours.....	23

# DISPOSITIONS PARTICULIERES DE LA PROCEDURE

## 1 OBJET DE LA CONSULTATION

Le marché public objet de la présente consultation est un marché public de défense et de sécurité en application de l'article L1113-1 3° du Code de la commande publique au motif qu'il concerne des travaux, fournitures et services de retrait, démantèlement et élimination de composants ou sous-assemblages destinés à être utilisés comme munitions ou matériel de guerre et spécifiquement conçus à des fins militaires.

Il s'agit d'un marché de conception-réalisation au sens des dispositions des articles L.2371-1 et R.2371-1 du Code de la commande publique au motif que le marché porte sur un ouvrage dont les caractéristiques exigent de faire appel aux moyens et à la technicité propre des opérateurs économiques compte tenu notamment :

- Du caractère peu courant des opérations à réaliser ;
- Des dimensions exceptionnelles : quatre ballastières d'une superficie d'environ 2 hectares chacune situées sur une zone boisée de 31.7 hectares en bordure de Garonne, au sud de Toulouse. Il est estimé à environ 4 700 tonnes de poudres réparties dans les sols (500 tonnes) et dans les sédiments des lacs (4 200 tonnes) ;
- Des difficultés techniques particulières : le site des ballastières est soumis à réglementation ICPE au titre de la rubrique 4220-1 – stockage de produits explosifs – Seveso seuil haut. Le site rentre dans le périmètre de plusieurs classements environnementaux tels que NATURA 2000, ZNIEFF de type I et II, arrêtés préfectoraux de protection biotope etc. L'ensemble est classé zone humide. Le site est en proximité immédiate de la réserve naturelle régionale.

L'opération est synthétisée dans la « fiche synthèse projet » jointe au DCE candidature.

Elle porte sur la renaturation du site des Ballastières et implique, dans un premier temps, l'extraction et la destruction de la nitrocellulose en présence et, dans un second temps, la réhabilitation environnementale du site.

Le marché comprend :

- Les études de conception pour les travaux à engager ;
- L'extraction / tri des poudres ;
- La destruction/ l'inertage des poudres B ;
- La remise en état et la valorisation du site dans le cadre de la cessation d'activité ICPE ;
- L'aménagement et le transfert du site à un nouveau gestionnaire.

La consultation a pour objet de confier au titulaire du marché une mission globale portant sur la conception (établissement des études) et la réalisation (exécution des travaux) en application des dispositions de l'article L.2371-1 du Code de la commande publique (marché public de conception réalisation).

Le marché fera référence :

- Pour la conception : au Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés publics de maîtrise d'œuvre (CCAG/MOE) issu de l'arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de maîtrise d'œuvre (JORF n°0078 du 1er avril 2021 - NOR : ECOM2106877A) ;
- Pour les travaux : au Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés publics de travaux (CCAG/Travaux) issu de l'arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de travaux (JORF n°0078 du 1er avril 2021 – NOR : ECOM2106871A).

Le marché est soumis notamment aux dispositions du livre IV de la partie législative et de la partie réglementaire du code de la commande publique relatif aux marchés publics liés à la maîtrise d'ouvrage publique et à la maîtrise d'œuvre ainsi qu'à l'arrêté du 22 mars 2019 précisant les modalités techniques d'exécution des éléments de mission de maîtrise d'œuvre confiés par des maîtres d'ouvrage publics à des prestataires de droit privé.

Au sens de l'article L.2171-7 du Code de la commande publique, l'équipe de maîtrise d'œuvre réalisera les missions de base et la mission complémentaire suivantes :

- Missions de base :
  - o Études d'Avant-projet (AVP) ;
  - o Études de projet (PRO) Examen de conformité - visa (VISA) ;
  - o Direction de l'exécution du contrat de travaux (DET) ;
  - o Assistance lors des opérations de réception et pendant la période de garantie de parfait achèvement (AOR) ;
- Mission complémentaire :
  - o Synthèse (SYN).

Les missions confiées à l'équipe travaux et sur lesquelles porteront les études de conception sont :

- La réalisation des travaux de VRD,
- La réalisation des travaux d'extraction / tri des poudres ;
- La réalisation des travaux de destruction/inertage des poudres B ;
- La réalisation des travaux de remise en état et aménagement du site.

Le rendu attendu en phase offre sera un AVP. Dans le cadre du dialogue, le maître d'ouvrage se réserve le droit de demander aux soumissionnaires la remise d'un AVP plus détaillé. Dans ces conditions, le titulaire du marché commencera ses études à la phase PRO.

Les attendus de l'AVP à remettre en phase offre seront fixés ultérieurement aux opérateurs économiques admis à l'issue de la phase de sélection des candidatures.

Lieux d'exécution des travaux : Impasse Palayre 31100 Toulouse (31)

Code nomenclature interne : 36.02.06 - Travaux de dépollution, décontamination

Codes CPV :

- 45111310 Travaux de démantèlement d'installations militaires
- 90732300-0 Traitement et réhabilitation des sols pollués.
- 90722000-4 Réhabilitation environnementale.
- 92360000-2 Service pyrotechniques

La maîtrise d'ouvrage est assistée pour cette opération de deux assistants :

- AMO Projet : EODD Ingénieurs Conseils, Immeuble l'Eclat - 76 voie du Toec 31300 Toulouse ;
- AMO Environnement : ANTEA Group, 109 rue Mercières – 69140 Rillieux-la-Pape.

Il est précisé que les AMO et leurs sous-traitants CESP et P. CARAVEC) ne peuvent participer à la présente consultation et ne sont pas autorisés à répondre aux sollicitations des opérateurs économiques liées à la présente consultation.

## 2 DESCRIPTION DU MARCHE

### 2.1 PROCEDURE

#### 2.1.1 TYPE DE PROCEDURE

Le marché public est passé selon la procédure de dialogue compétitif, en application des articles L.2324-4, R.2324-4 et R.2361-13 à R.2361-19 du Code de la commande publique.

L'estimation du montant du marché étant supérieure aux seuils des procédures formalisées et afin de tenir compte de l'impossibilité de définir seul et à l'avance les moyens techniques pouvant répondre au besoin, l'acheteur a choisi de passer le marché selon la procédure de dialogue compétitif conformément à l'article R.2324-4 du Code de la commande publique.

#### 2.1.2 NEGOCIATION / DIALOGUE

Il est prévu un dialogue avec des candidats admis à participer en vue de définir ou de développer les solutions de nature à répondre aux besoins de l'acheteur. L'objet est l'identification et la définition des moyens propres à satisfaire au mieux ses besoins. Tous les aspects du marché peuvent être discutés avec les participants sélectionnés.

Il est prévu un tour de dialogue avec les candidats. Cependant, l'acheteur se réserve le droit de poursuivre le dialogue jusqu'à ce qu'il soit en mesure d'identifier la ou les solutions qui sont susceptibles de répondre à ses besoins. L'acheteur en informe les participants restant en lice et les invite à présenter leur offre finale sur la base de la ou des solutions qu'ils ont présentées et spécifiées au cours du dialogue.

Des précisions, clarifications, perfectionnements ou compléments peuvent être demandés aux participants sur leur offre finale. Cependant, ces demandes ne peuvent avoir pour effet de modifier les aspects essentiels de l'offre finale, notamment les besoins et exigences indiqués dans les documents de la consultation.

L'attributaire peut être amené à clarifier des aspects de son offre ou à confirmer les engagements figurant dans celle-ci. Cependant, ces demandes ne peuvent avoir pour effet de modifier des éléments fondamentaux de l'offre ou des caractéristiques essentielles du marché.

Chaque candidat sera tenu de tenir un cahier des écarts faisant ressortir de manière explicite les différences entre

- La solution qu'il propose ;
- Le programme des travaux ;
- Le cas échéant, sa ou ses nouvelle(s) offre(s).

Le dialogue s'effectuera en présentiel, à Toulouse (31).

### 2.1.3 CALENDRIER PREVISIONNEL DE LA PROCEDURE DE PASSATION

Le dialogue se déroulera en 2 phases.

A titre indicatif, les délais de chaque phase sont les suivants :

<b>Etape</b>	<b>Date ou période prévisionnelle indicative</b>
Date limite de remise des candidatures	Fin février 2025
Analyse des candidatures et sélection des candidats admis à soumissionner	Mars / avril 2025
Envoi du DCE 1 aux 3 candidats admis à soumissionner	Début mai 2025
Remise des offres initiales (3 mois de consultation)	Fin juillet 2025
Analyse des offres initiales et organisation du dialogue avec les soumissionnaires	Aout / décembre 2025
Envoi du DCE 2 aux candidats	Février 2026
Remise des offres finales (1,5 mois de consultation)	Avril 2026
Analyse des offres finales et attribution	Avril / mai 2026
Notification	Septembre 2026

## 2.2 DUREE D'EXECUTION DU MARCHE

La durée d'exécution du marché commence à la date prescrite sur l'ordre de service de démarrage des prestations jusqu'à l'expiration de la garantie de parfait achèvement applicable aux marchés de travaux éventuellement prolongée, qui correspond également à l'achèvement de la mission de maîtrise d'œuvre.

L'ensemble des aléas propres à l'opération sont susceptibles de faire évoluer la durée du marché, sans que ces dernières puissent être opposées au maître d'ouvrage en vue d'une indemnisation.

## 2.3 DEVOLUTION DU MARCHE

### 2.3.1 ALLOTISSEMENT

Le marché n'est pas alloti en application de l'article L.2171-1 1° du Code de la commande publique.

### 2.3.2 FRACTIONNEMENT

Le marché comprend une tranche ferme et 3 tranches optionnelles comme suit :

Tranche	Dénomination
Tranche ferme	Conception globale, zone logistique et exécution Ballastière 1
Tranche optionnelle 1	Exécution Ballastière 2
Tranche optionnelle 2	Exécution Ballastière 3
Tranche optionnelle 3	Exécution Ballastière 4

Le contenu des tranches fera partie du dialogue.

Chaque tranche fera l'objet d'une réception partielle faisant courir le délai des garanties.

Le recouvrement d'exécution entre les tranches peut être partiel ou complet et donc impliquer une exécution concomitante de toutes les tranches. Les délais d'affermissement des tranches seront fixés ultérieurement. Il ne sera pas prévu d'indemnité d'attente.

Il n'est pas prévu d'indemnité de dédit en cas de non affermissement de tranche.

## 2.4 VARIANTES

Les variantes sont interdites.

Le pouvoir adjudicateur n'impose pas la présentation d'une offre variante

## 2.5 MARCHES SANS PUBLICITE NI MISE EN CONCURRENCE

Sans objet.

## 2.6 CONDITIONS PARTICULIERES D'EXECUTION

### 2.6.1 ENGAGEMENT D'INSERTION

Les éléments seront communiqués aux candidats admis à participer au dialogue.

### 2.6.2 LIMITATION DE LA SOUS-TRAITANCE

Le titulaire peut, sous sa responsabilité, confier à un autre opérateur économique, dénommé sous-contractant, l'exécution d'une partie de son marché sans que cela consiste en une cession du marché.

Un sous-contractant est un sous-traitant au sens de l'article L. 2193-2 ou un opérateur économique avec lequel le titulaire conclut en vue de la réalisation d'une partie de son marché un contrat dépourvu des caractéristiques du contrat d'entreprise. Un contrat est dépourvu des caractéristiques du contrat d'entreprise lorsqu'il a pour objet la fourniture de produits ou la prestation de services qui ne sont pas réalisés spécialement pour répondre aux besoins de l'acheteur.

En cas de sous-contrat, le titulaire du marché principal demeure personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant du marché.

L'acheteur n'impose pas la mise en concurrence des sous-contractants.

### 2.6.3 SPECIFICITES DU MARCHÉ EN MATIERE DE SECURITE

Le niveau de sécurité et de protection du secret applicable au présent marché est : contrat sensible au sens de l'arrêté du 09 août 2021 portant approbation de l'instruction générale interministérielle n° 1300/SGDSN/PSE/PSD (IGI1300) sur la protection du secret de la défense nationale. Au titre de cette clause, la personne morale et les personnels exécutants font l'objet d'un contrôle primaire.



### 3 CAPACITE DES CANDIDATS

#### 3.1 PIECES DE LA CANDIDATURE

Si le candidat présente sa candidature sous forme de Document Unique de Marché Européen (DUME) :

- ☒ Le formulaire DUME.

Si le candidat ne présente pas sa candidature sous forme de Document Unique de Marché Européen (DUME) :

- ☒ Lettre de candidature (DC1)
- ☒ Déclaration du candidat (DC2)
- ☒ Renseignements permettant l'appréciation de la capacité professionnelle et technique :
  - ☒ Des certificats de qualification professionnelle établis par des organismes indépendants. Dans ce cas, le maître d'ouvrage accepte tout moyen de preuve équivalent ainsi que les certificats équivalents d'organismes établis dans d'autres Etats-membres.
  - ☒ Déclaration des effectifs moyens : une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pendant les trois dernières années.
  - ☒ Liste des principaux services fournis au cours des cinq dernières années indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les références sont approuvées par une attestation du destinataire ou, à défaut, d'une déclaration de l'opérateur économique.
  - ☒ Liste des travaux exécutés au cours des cinq dernières années assortie d'attestations de bonne exécution pour les travaux les plus importants. Les éléments de preuve relatifs à des travaux exécutés il y a mais moins de 10 ans seront pris en compte. Les attestations indiquent le montant, la date et le lieu d'exécution des travaux et précisent s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés régulièrement à bonne fin.
  - ☒ Liste de l'outillage, du matériel et de l'équipement technique dont le candidat dispose et qu'il s'engage à mettre à disposition pour mener à bien la présente opération.
  - ☒ Titre d'études professionnels : indication des titres d'étude professionnels du candidat et notamment des responsables des prestations (CV des personnes physiques).
  - ☒ Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les fournitures, services ou travaux objet du marché, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de la création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles. En application de l'article 3 de l'ordonnance n°2020-738 du 17 juin 2020 portant diverses mesures en matière de commande publique, le pouvoir adjudicateur ne prendra pas en compte de la baisse de chiffre d'affaires intervenue au titre du ou des exercices sur lesquels s'imputent les conséquences de la crise sanitaire liée à l'épidémie de COVID-19.
  - ☒ Description des règles internes en matière de propriété intellectuelle ;
  - ☒ Note d'intention du candidat (compréhension des enjeux et des attentes du maître d'ouvrage sur le projet, adéquation de l'équipe proposée avec le projet).
- ☒ Les pouvoirs de la personne habilitée à engager la société.
- ☒ Le numéro unique d'identification délivré par l'INSEE permettant à l'acheteur d'accéder aux informations pertinentes par le biais d'un système électronique mentionné au 1 du R.2143-13 du code de la commande publique).

Si le candidat s'appuie sur les capacités d'autres opérateurs économiques conformément à l'article R.2143-12 du Code de la commande publique, il doit justifier des capacités de ce ou ces derniers en apportant la preuve qu'il en disposera pour l'exécution du présent marché. Cette preuve peut être apportée par tout moyen approprié.

## 3.2 NIVEAUX MINIMUMS DE CAPACITE

### 3.2.1 APTITUDE A EXERCER L'ACTIVITE PROFESSIONNELLE

L'opérateur économique devra obligatoirement intégrer à son équipe un ou plusieurs architectes. Ce(s) dernier(s) devra (ont) obligatoirement fournir son (leur) diplôme et son (leur) numéro d'inscription à l'ordre des architectes, ou équivalent pour les architectes étrangers en application de la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture.

### 3.2.2 CAPACITE ECONOMIQUES ET FINANCIERES

L'opérateur économique (membres du groupement et sous-traitants déclarés ou ayant fourni la preuve de la mise à disposition de leur moyen au profit du groupement) doit justifier d'un chiffre d'affaires annuel au moins égal à **50 000 000,00 € HT** sur les trois dernières années.

En application de l'article 3 de l'ordonnance n°2020-738 du 17 juin 2020 portant diverses mesures en matière de commande publique, le pouvoir adjudicateur ne prendra pas en compte la baisse de chiffre d'affaires intervenue au titre du ou des exercices sur lesquels s'imputent les conséquences de la crise sanitaire liée à l'épidémie de COVID-19.

### 3.2.3 CAPACITES TECHNIQUES ET PROFESSIONNELLES

#### 3.2.3.1 Compétences

Les compétences minimales exigées par le pouvoir adjudicateur ci-dessous peuvent être prouvées par tout moyen.

**L'opérateur économique doit justifier des compétences suivantes :**

- Ingénierie des procédés (extraction, séparation, destruction et neutralisation de matériel ou matériaux contenant des poudres B) ;
- Ingénierie en étude de sécurité pyrotechnique ;
- Ingénierie « sites et sols pollués » et pyrotechniques, y compris volets réglementaires ;
- Ingénierie en génie écologique, y compris volets réglementaires ;
- Travaux de dépollution « sites et sols pollués » (*on site*, *ex situ* et *in situ*) ;
- Travaux subaquatiques ;
- Travaux de dépollution pyrotechniques ;
- Travaux en génie écologique ;
- Travaux de VRD et terrassement.

Une compétence complémentaire en communication et gestion de crise constituerait un plus mais son absence ne constitue pas un critère d'irrecevabilité.

**Par ailleurs, l'opérateur économique doit justifier :**

- De ses compétences en termes de travaux de dépollution pyrotechnique au sens du décret 2005-1325, modifié 2010, relatif aux règles de sécurité applicables lors des travaux réalisés dans le cadre d'un chantier de dépollution pyrotechnique, traitant de manière concomitante ou non de pollution pyrochimie, de pollution industrielle.
- De ses compétences dans le cadre de travaux de dépollution industrielle au sens du décret no 2013-973 du 29 octobre 2013 relatif à la prévention des risques particuliers auxquels les travailleurs sont exposés lors d'activités pyrotechniques.
- De ses capacités d'une part à élaborer des études de sécurité pyrotechnique en application du décret 2005-1325, modifié 2010, relatif aux règles de sécurité applicables lors des travaux

réalisés dans le cadre d'un chantier de dépollution pyrotechnique et d'autre part à élaborer des études de sécurité du travail en application des dispositions prévues au Code du travail introduit par le Décret no 2013-973 du 29 octobre 2013 relatif à la prévention des risques particuliers auxquels les travailleurs sont exposés lors d'activités pyrotechniques.

- De ses compétences en matière d'ingénierie et travaux dans le domaine des « sites et sols pollués » conformément à la norme NFX 41 620 ;
- De ses compétences en matière d'ingénierie et travaux dans le domaine du génie écologique dans le respect des Règles Professionnelles (NC.4-R0 Travaux de génie écologique et NC.1-R0 Travaux de génie végétal) et des normes en vigueur (NF X10-900).
- De sa capacité à déployer des personnels selon les dispositions de l'Arrêté du 29 septembre 2017 relatif à la certification d'entreprises réalisant des travaux hyperbares précise que toute intervention dans le cadre d'une dépollution pyrotechnique sera régie par l'Arrêté du 14 mai 2019 relatif aux travaux hyperbares effectués en milieu subaquatique (mention A).

### 3.2.3.2 *Références :*

Pour l'opérateur économique :

- 3 références de conception de complexité équivalente ou dont l'objet est en rapport ou proche avec la présente opération ;
- 3 références de travaux de complexité équivalente ou dont l'objet est en rapport ou proche avec la présente opération dont une de processus de destruction / inertage de nitrocellulose testé et concluant à l'échelle du projet ou à l'échelle semi-industrielle avec communication du bilan carbone associé (par exemple en termes de tonnage/volume traité et/ou d'unité de traitement mobilisé, ...). Le bilan carbone comptabilise les effets des gaz à effet de serre produits par le procédé. Le résultat est exprimé en tonnes équivalent CO2. Sont concernées par le bilan : les émissions directes, les émissions indirectes liées à l'énergie et les autres émissions indirectes ;

Pour le mandataire du groupement :

- 3 références de projet illustrant la capacité du dit mandataire à exercer son rôle de pilote de groupement d'entreprises / de compétences ;

Ces références sont présentées librement avec communication impérative d'attestations du destinataire ou, à défaut, d'une déclaration de l'opérateur économique pour les références de conception et d'attestations de bonne exécution indiquant le montant, la date et le lieu d'exécution pour les travaux. Elles précisent s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés régulièrement à bonne fin. Ces références devront concerner des opérations en cours de réalisation ou dont les travaux sont achevés depuis moins de dix ans. Conformément à l'article R.2143-11 du Code de la commande publique, l'acheteur vérifiera les informations figurant dans la candidature, y compris concernant les opérateurs économiques sur les capacités desquels l'équipe candidate s'appuie, au plus tard avant l'envoi de l'invitation à soumissionner.

Les compétences précisées ci-dessus seront prises en compte dans le cadre de l'analyse des candidatures.

## 4 JUGEMENT DES CANDIDATURES

Par application de l'article R.2342-10 du Code de la commande publique, les opérateurs économiques admis à la seconde phase de la procédure (phase offre) seront sélectionnés par l'application des critères ci-après.

### 4.1 CRITERES DE SELECTION DES CANDIDATURES

Critère	Complément
<b>1/ Critère références</b>	<b>Qualité des références sur la base des sous-critères suivants :</b>
Sous-critère 1.1 – Références de conception	L'opérateur économique présente <u>3 à 5 références de conception</u> de complexité équivalente ou dont l'objet est en rapport ou proche avec la présente opération.
Sous-critère 1.2 – Références travaux	L'opérateur économique présente <u>3 à 5 références de travaux</u> de complexité équivalente dont l'objet est en rapport avec (ou proche de) la présente opération. L'une de ces références doit obligatoirement porter sur un <u>processus de destruction / inertage</u> de nitrocellulose testé et concluant à l'échelle du projet ou à l'échelle semi-industrielle avec communication du bilan carbone associé (par exemple en termes de tonnage/volume traité et/ou d'unité de traitement mobilisé, ...). Le bilan carbone comptabilise les effets des gaz à effet de serre produits par le procédé. Le résultat est exprimé en tonnes équivalent CO2. Sont concernées par le bilan : les émissions directes, les émissions indirectes liées à l'énergie et les autres émissions indirectes.
Sous-critère 1.3 – Références mandataire	Le mandataire du groupement présente trois références de projet illustrant sa capacité à exercer son rôle de pilote de groupement d'entreprises / de compétences.
<b>2/ Critère Moyens humains/techniques</b>	<b>L'opérateur économique peut démontrer ses compétences par tout moyen et notamment via la présentation des qualifications et compétences des effectifs du groupement.</b> <b>Le critère sera analysé sur la base des sous-critères suivants :</b>
Sous critère 2.1	Présentation des effectifs de chacun des membres du groupement, de l'organisation, des titres d'études et professionnels, qualifications.
Sous-critère 2.2	Présentation de l'outillage, du matériel et équipement technique de chacun des membres du groupement.
<b>3/ Critère Compréhension globale du projet (note d'intention)</b>	Note d'intention traduisant la capacité technique et professionnelle du candidat : pertinence et adéquation des ressources et moyens mobilisables au sein de l'opérateur économique pour répondre aux enjeux du projet et attentes du maître d'ouvrage.

### 4.2 RESTRICTION DU NOMBRE DE CANDIDATS ADMIS A PRESENTER UNE OFFRE

Conformément à l'article R.2342-10 du Code de la commande publique, le nombre de candidats admis à soumissionner, à l'issue de la présente phase candidature, est de 3 (trois), sous réserve d'une concurrence suffisante.

## 5 PIECES DE L'OFFRE – ULTERIEUREMENT

### ☒ L'Acte d'Engagement (AE)

Cadre à compléter ; ce projet de contrat est accompagné par les demandes d'acceptation des sous-traitants, et d'agrément des conditions de paiement, pour tous les sous-traitants désignés au marché (annexe de l'acte d'engagement en cas de sous-traitance). Idem en cas de sous-contrat.

### ☒ Le cadre de la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF).

La DPGF devra être remise au format Excel ou équivalent, intégralement renseignée et non altérée dans sa structure.

### ☒ Le cadre de la Décomposition Détaillée du Prix Global et Forfaitaire (DDPGF).

La DDPGF devra être remise au format Excel ou équivalent, intégralement renseignée et non altérée dans sa structure.

### ☒ Le cadre de mémoire technique.

Le cadre de mémoire technique devra être remis au format word et/ou PDF ou équivalent, intégralement renseigné et non altéré dans sa structure.

### ☒ Le cadre de mémoire achat responsable.

Le cadre de mémoire achat responsable devra être remis au format word et/ou PDF ou équivalent, intégralement renseigné et non altéré dans sa structure.

### ☒ Le cadre de tableau des matériels et matériaux.

Le cadre de tableau des matériels et matériaux devra être remis, intégralement renseigné et non altéré dans sa structure, accompagné de la documentation technique et commerciale.

### ☒ L'attestation de visite des lieux.

### ☒ Avant-Projet (AVP)

Le délai de validité des offres est de 6 mois à compter de la date limite de réception de l'offre finale.

## 5.1 VISITE DE SITE

Les visites ne sont pas organisées pour la phase candidature.

Dans le cadre de la phase offre, la visite du site sera obligatoire sous peine de rejet de l'offre.

Les candidats devront convenir d'un rendez-vous en contactant le représentant du SID Sud Est dont les coordonnées seront communiquées en phase offre.

Important : le candidat devra joindre les copies recto/verso des pièces d'identité des personnes désignées par l'entreprise lors de sa demande de rendez-vous pour la visite.

Les visites sur site se dérouleront pendant les heures ouvrables et excepté les samedis, dimanches et jours fériés. La date de visite est fixée par la maîtrise d'ouvrage.

L'opérateur économique est tenu de se présenter à la visite avec le certificat de visite. Ce document signé doit être remis dans son l'offre.

Chaque candidat a droit à deux visites. Il est vivement recommandé aux candidats d'anticiper la planification de leur visite. La date et l'heure de la visite sont communiquées aux candidats à la suite de sa prise de rendez-vous par l'acheteur. Aucun rendez-vous n'est pris par téléphone.

Il ne sera répondu à aucune question lors de la visite.

## 6 JUGEMENT DES OFFRES

Les offres sont analysées et classées en fonction des critères suivants, pondérés comme suit :

Critère	Complément
<b>1/ Critère Prix</b> <b>Pondération : 40 %</b>	<p>Le nombre de points attribué au candidat sera obtenu au moyen de la formule suivante :</p> $Note = \left( \frac{\text{Prix de la solution la moins élevée}}{\text{Prix proposé par le soumissionnaire}} \right) \times 100$ <p>Cette note sur 100 points sera ensuite pondérée à 40 % pour obtenir la note finale pour le critère prix.</p> <p>Sous réserve que le prix de la solution la moins élevée ne soit pas anormalement basse.</p>
<b>2/ Critères techniques et environnementaux</b> <b>Pondération 50 %</b>	<p><b>Les sous critères seront précisés en phase OFFRE.</b></p>
<b>3/ Critère achat responsable</b> <b>Pondération 10 %</b>	<p><b>Les sous critères seront précisés en phase OFFRE.</b></p>

En application de l'article L.2152-9 du Code de la commande publique, l'acheteur tiendra compte parmi les critères d'attribution, de la part d'exécution du marché que le soumissionnaire s'engage à confier à des petites et moyennes entreprises ou à des artisans.

En cas d'égalité entre les soumissionnaires à l'issue de l'analyse des offres, l'offre retenue sera celle du soumissionnaire ayant obtenue la meilleure note au critère le plus fortement pondéré.

## 7 NOMBRE ET VALEUR DE LA PRIME

Les opérateurs économiques retenus ayant remis une offre conforme à la réglementation et aux exigences de l'acheteur se verront attribuer une prime d'un montant de 350 000 € HT soit 420 000 € TTC (TVA 20%).

Trois primes de ce montant sont prévues. Le montant est non actualisable et non révisable.

Dans le cas où une offre et les prestations seraient incomplètes ou ne répondraient pas au programme, une réduction ou la suppression de la prime pourra être effectuée par l'acheteur.

L'acheteur, conformément à l'article R.2172-4 du Code de la commande publique, se réserve le droit de réduire ou de supprimer les primes des soumissionnaires dont les offres sont irrégulières.

Il sera procédé à la réduction de la prime dans les cas suivants, les réductions sont cumulables entre elles :

- L'offre n'est pas présentée selon les exigences du règlement de consultation : réduction de 10 % ;
- L'offre et les prestations ne répondent pas au niveau de détail attendu d'un AVP (dont les contraintes de formes, telles que le nombre, le format, les échelles des documents graphiques, le niveau de définition, et les couleurs) : réduction de 15 % ;
- L'offre et les prestations ne répondent pas à une ou plusieurs contraintes du programme détaillé : réduction de 20 %.

Néanmoins, les taux indiqués sont des taux maximums faisant l'objet d'une appréciation par l'acheteur en fonction du manquement constaté sur chaque point de non-conformité.

Il sera procédé à la suppression de l'intégralité de la prime dans les cas suivants :

- Offre non conforme à la réglementation y compris irrégulière, inapproprié, inacceptable ;
- Offre ou prestations non remises ;
- Offre ou prestations parvenues hors délais ;
- Offre ou prestations apportant une réponse sans rapport avec le besoin de l'acheteur.

La prime sera versée sur présentation d'une facture, après notification de la décision du pouvoir adjudicateur mentionnée à l'article R.2381-1 du Code de la commande publique. Pour l'attributaire, la prime sera versée sur présentation d'une facture, à compter de la notification du marché.

## 8 RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Les candidats doivent exclusivement poser leurs questions sur la plateforme PLACE ([www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr)). Un courriel de réponse leur est alors adressé.

Uniquement en cas de dysfonctionnement de la PLACE, les candidats peuvent s'adresser à :

guillaume.rowarch@intradef.gouv.fr

Toute question dont la réponse pourrait avoir un impact sur la teneur de la candidature doit parvenir au service au plus tard 10 jours calendaires avant la date limite de réception des candidatures. Conformément à l'article R.2132-6 du code de la commande publique, les renseignements complémentaires sont envoyés aux opérateurs économiques six jours au plus tard avant la date fixée pour la réception des candidatures.

Pour les questions posées postérieurement, l'acheteur n'est pas tenu de répondre et le candidat ne peut s'en prévaloir pour faire repousser les délais de remise des candidatures ou établir un recours sur la procédure du présent marché. Les réponses sont fournies par écrit à l'ensemble des candidats. Lorsqu'une réponse nécessaire à l'élaboration de l'offre n'est pas fournie 6 jours avant la date limite de réception des candidatures, ou en cas de modifications importantes des documents de la consultation, le délai de réception des candidatures est reporté proportionnellement à l'importance des modifications apportées et dans les conditions prévues à l'article R. 2151-4 du code de la commande publique.



## DISPOSITIONS GENERALES

### 9 CONTENU ET MODALITES D'ACCES AU DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES (DCE)

Les pièces du DCE phase candidature sont :

- Formulaire DC1 ;
- Formulaire DC2 ;
- Formulaire DC4 pour les sous-contractants ;
- Formulaire DC4 pour les sous-traitants ;
- Le présent règlement de consultation ;
- La fiche de synthèse du projet ;
- Cadre de mémoire des candidatures.

Le candidat peut télécharger le dossier de consultation sur la « **PLACE** » soit en s'identifiant, de façon à permettre les éventuelles correspondances ultérieures en cas de modification du dossier de consultation des entreprises, soit en téléchargeant anonymement

### 10 MODALITES DE CANDIDATURE

Le présent article complète l'article 4 du présent règlement de consultation.

#### 10.1 EXAMEN DES CANDIDATURES

Au titre de la candidature, l'acheteur vérifie que les candidats n'entrent dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner mentionnés aux articles L.2141-1 à 11 du code de la commande publique notamment qu'ils sont en règle au regard des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés ;

Conformément aux dispositions des articles L.2141-13 et 14 du code de la commande publique lorsque le motif d'exclusion de la procédure de passation concerne un des membres du groupement ou un sous-traitant, l'acheteur exige son remplacement par une personne qui ne fait pas l'objet d'un motif d'exclusion dans un délai de dix jours à compter de la réception de cette demande par le mandataire du groupement. A défaut, le groupement est exclu de la procédure.

Conformément à l'article R.2142-4 du code de la commande publique, une même personne ne peut représenter plus d'un candidat pour la procédure de passation du marché.

#### 10.2 PRESENTATION DU DOSSIER DE CANDIDATURE

Pour la présente consultation, l'acheteur **impose le mode de réponse électronique**. Un opérateur économique peut candidater à la présente procédure selon l'une des deux manières distinctes présentées ci-dessous.

##### 10.2.1 A/ CANDIDATURE SOUS FORME DE DOCUMENT UNIQUE DE MARCHE EUROPEEN (DUME)

Les candidats peuvent présenter leur candidature sous la forme d'un document unique de marché européen (DUME) établi conformément au modèle fixé par le règlement d'exécution 2016/07 de la Commission européenne du 5 janvier 2016 établissant le formulaire type pour le document unique de marché européen susvisé. Le DUME est disponible sur le site <https://dume.chorus-pro.gouv.fr/>.

Le DUME doit être complété et signé par une personne habilitée à engager la société.

Pour remplir le D de la Partie III intitulé AUTRES MOTIFS D'EXCLUSION POUVANT ETRE PREVUS PAR LE DROIT INTERNE DE L'ETAT MEMBRE DU POUVOIR ADJUDICATEUR OU DE L'ENTITE ADJUDICATRICE, le candidat se réfère utilement aux motifs d'exclusion purement nationaux qui sont compris dans L.2141-1 à 11 du code de la commande publique.

Pour remplir la partie IV intitulée critères de sélection (c'est-à-dire aptitude professionnelle et capacités), les candidats sont autorisés à se limiter à indiquer dans le DUME qu'ils disposent de l'aptitude et des capacités requises telles que mentionnées ci-dessus (cf. article III A. 2ème paragraphe) sans fournir

d'informations particulières sur celles-ci (cocher la case « oui » de la section α de la partie IV : indication globale pour tous les critères de sélection). Dans ce cas, les candidats n'ont pas à remplir les sections A à D de la partie IV).

Un opérateur économique qui participe à titre individuel et qui ne recourt pas aux capacités d'autres entités pour remplir les critères de sélection doit remplir un DUME.

Si le candidat s'appuie sur un ou des sous-traitants pour faire acte de candidature, il renseigne la partie II-C du DUME et fournit pour chacun de ces sous-traitants un formulaire DUME distinct signé par le sous-traitant et contenant les informations des sections A et B de la partie II ainsi que celles de la partie III et, le cas échéant, les parties IV et V. Si le candidat ne s'appuie pas sur de la sous-traitance pour faire acte de candidature mais qu'il a l'intention sous-traiter une part du marché, il renseigne la partie II-D du DUME et fournit les informations figurant dans les parties II-A et B et III pour chacun des sous-traitants.

Si le groupement présente sa candidature sous la forme de DUME, chacun des membres du groupement doit fournir un DUME distinct. Chaque membre du groupement doit fournir l'ensemble des documents et renseignements attestant de ses capacités juridiques, professionnelles, techniques et financières. L'appréciation des capacités du groupement est globale.

#### 10.2.2 B/ CANDIDATURE HORS DUME

A défaut de recours au DUME, les candidats doivent transmettre les documents et renseignements suivants :

- le formulaire référencé DC 1 dans sa version en vigueur disponible sur le site <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-marches-publics>, complété dans son intégralité ;
- le formulaire référencé DC 2 dans sa version mise à jour disponible sur le site <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-marches-publics>

### 10.3 REPONSE EN GROUPEMENT

Les opérateurs économiques peuvent se présenter sous forme d'entreprise individuelle ou de groupement conjoint ou solidaire.

En application de l'article R.2142-21 du Code de la commande publique, il est interdit aux opérateurs économiques de présenter pour le présent marché plusieurs offres en agissant à la fois :

- 1° En qualité de soumissionnaires individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ;
- 2° En qualité de membres de plusieurs groupements.

Dans le cas contraire, tous les groupements sont éliminés.

En application de l'article R.2342-13 du Code de la commande publique, sans préjudice du I de l'article L.2141-14 du Code de la commande publique, la composition du groupement peut être modifiée entre la date de remise des candidatures et le terme du dialogue. En cas de modification ou de constitution d'un groupement, tous ses membres doivent avoir été autorisés à présenter une offre ou à y participer, au moins en tant que sous-contractant accepté dans la phase de candidature, et le groupement modifié ou nouvellement constitué doit respecter les exigences de l'acheteur relatives aux capacités des candidats.

Par ailleurs, en cas d'opération de restructuration de société, notamment de rachat, de fusion ou d'acquisition ou, si le groupement apporte la preuve qu'un de ses membres se trouve dans l'impossibilité d'accomplir sa tâche pour des raisons qui ne sont pas de son fait, il peut demander à l'acheteur l'autorisation de continuer à participer à la procédure de passation en proposant, le cas échéant, à l'acceptation de l'acheteur, un ou plusieurs nouveaux membres du groupement, sous-traitants ou entreprises liées. L'acheteur se prononce sur cette demande après examen de la capacité de l'ensemble des membres du groupement ainsi transformé et, le cas échéant, des sous-traitants ou entreprises liées présentés à son acceptation, au regard des conditions de participation qu'il a définies.

La forme du groupement n'est pas imposée.

En application de l'article R.2142-22 du Code de la commande publique, l'acheteur impose que le mandataire du groupement conjoint soit solidaire, pour l'exécution du présent marché, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles eu égard à la nécessité de continuité de représentation et d'exécution des prestations.

#### 10.4 DOCUMENTS JUSTIFICATIFS ET AUTRES MOYENS DE PREUVE

Les justificatifs et les moyens de preuve, définis à l'article R. 2143-7 du code de la commande publique et à l'arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des renseignements et des documents pouvant être demandés aux candidats aux marchés publics, ne sont exigés par l'acheteur qu'au(x) soumissionnaire (s) auquel (s) il est envisagé d'attribuer le marché.

Les candidats ne sont pas tenus de fournir ces justificatifs et moyens de preuve lorsque l'acheteur peut les obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ou un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans sa candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et que l'accès soit gratuit.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le (s) soumissionnaire (s) sur la plateforme en ligne « e-Attestations » mise à sa disposition, gratuitement, à l'adresse suivante :

<https://declarants.e-attestations.com/EAttestationsFO/fo/E-Attestations.html>

La plateforme sécurisée « e-Attestations » permet aux opérateurs économiques de déposer toutes les informations et documents obligatoires à partager uniquement avec vos donneurs d'ordres (acheteurs).

Elle est entièrement gratuite.

Elle nécessite la création d'un compte sur la plateforme qui est connectée aux administrations. « e-Attestations » agrège des données directement auprès de tiers producteurs de confiance comme le RNCS, les URSSAF, la DGFIP,...

Aussi le candidat n'aura qu'à compléter les informations et documents manquant dans son dossier.

Plus d'informations, à l'adresse suivante :

<https://www.e-attestations.com/index.php/comment-ca-marche/pour-les-declarants>

Toutefois les candidats ne sont pas tenus de fournir les justificatifs déjà transmis à l'acheteur dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables, même si celui-ci ne l'a pas expressément prévu. Dans ce cas, ils peuvent indiquer dans leur candidature, les documents concernés ainsi que la référence de la ou des consultation (s) pour la ou lesquelles les documents ont déjà été transmis (dispositif « dites-le nous une fois » ou DLNUF)

##### 10.4.1 A/ TRANSMISSION DES MOYENS DE PREUVE CONCERNANT LES INTERDICTIONS DE SOUMISSIONNER JUSTIFICATIFS ET AUTRES MOYENS DE PREUVE

Conformément aux articles R.2143-6 à 10 et R.2144-1 à -7 du code de la commande publique, l'acheteur demande à l'attributaire pressenti de fournir avant la notification du marché, les preuves que le candidat ne se trouve pas dans un des cas d'interdiction de soumissionner. En l'absence de fourniture de ces documents, le soumissionnaire dont l'offre est classée immédiatement après est sollicité pour produire les documents nécessaires.

- L'acheteur accepte comme preuve suffisante attestant que le candidat ne se trouve pas dans un cas d'interdiction de soumissionner mentionné à l'article L2141-1 et aux 1° et 3° de l'article L.2141-4 du code de la commande publique un extrait de casier judiciaire. Le candidat établi à l'étranger produit un extrait du registre pertinent ou, à défaut, un document équivalent délivré par l'autorité judiciaire ou administrative compétente.
- L'acheteur accepte comme preuve suffisante attestant que le candidat ne se trouve pas dans un cas d'interdiction de soumissionner mentionné à l'article L.2141-2 code de la commande publique, les certificats sociaux et fiscaux délivrés par les administrations et organismes compétents dont la liste est fournie par l'arrêté du 25 mai 2016 fixant la liste des impôts, taxes,

contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution de marchés publics et de contrats de concession.

- Le cas échéant, le candidat produit en outre les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du code du travail.
- L'acheteur accepte comme preuve suffisante attestant que le candidat ne se trouve pas dans un cas d'interdiction de soumissionner mentionné à l'article L.2141-3 du code de la commande publique, la production d'un extrait du registre pertinent, tel qu'un extrait K bis, un extrait D1 ou, à défaut, d'un document équivalent délivré par l'autorité judiciaire ou administrative compétente du pays d'origine ou d'établissement du candidat, attestant de l'absence de cas d'exclusion. Lorsque le candidat est en redressement judiciaire, le candidat produit la copie du ou des jugements prononcés.

Lorsque les autorités compétentes du pays d'origine ou d'établissement du candidat ne délivrent pas les documents justificatifs équivalents à ceux mentionnés ci-dessus, ou lorsque ceux-ci ne mentionnent pas tous les cas d'interdiction de soumissionner, ils peuvent être remplacés par une déclaration sous serment ou, dans les pays où une telle procédure n'existe pas, par une déclaration solennelle faite par l'intéressé devant une autorité judiciaire ou administrative, un notaire ou un organisme professionnel qualifié de son pays d'origine ou d'établissement.

#### 10.4.2 B/ TRANSMISSION DES DOCUMENTS ET RENSEIGNEMENTS CONCERNANT LES CONDITIONS DE PARTICIPATION A LA PROCEDURE

Pour les opérateurs économiques candidatant par le biais des formulaires DC1/DC2, les documents et renseignements sont fournis lors de la candidature.

Pour les opérateurs économiques candidatant par le biais du DUME et ayant rempli les sections A à D de la partie IV, les documents et renseignements sont fournis lors de la candidature.

Pour les opérateurs économiques candidatant par le biais du DUME et ayant rempli la section α de la partie IV, les justificatifs et les moyens de preuve sont fournis à tout moment de la procédure à la demande de l'acheteur.

Si, pour une raison justifiée, l'opérateur économique n'est pas en mesure de produire les renseignements et documents demandés, il est autorisé à prouver sa capacité économique et financière par tout autre moyen approprié.

#### 10.5 SELECTION DES CANDIDATS

Les candidats doivent fournir l'intégralité des renseignements et documents demandés ci-dessus et à l'article 3 du présent RC.

### 11 CONDITIONS D'ENVOI ET DE REMISE DES PLIS

La date et l'heure limite de réception des plis sont fixées en première page du présent règlement de consultation. Le dépôt électronique des plis s'effectue exclusivement sur le site (PLACE) : <https://www.marches-publics.gouv.fr>.

Les candidats trouvent sur le site [www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr) un « guide utilisateur » téléchargeable qui précise les conditions d'utilisations de la plate-forme des achats de l'État, notamment les prérequis techniques et certificats électroniques nécessaires au dépôt d'une offre dématérialisée.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge de chaque candidat.

Les candidats sont invités à tester la configuration de leur poste de travail et répondre à une consultation test, afin de s'assurer du bon fonctionnement de l'environnement informatique. Ils disposent sur le site d'une aide qui expose le mode opératoire relatif au dépôt des plis électroniques.

Plusieurs documents et informations sont disponibles à la rubrique « aide » de la plateforme :

- Manuel d'utilisation afin de faciliter le maniement de la plate-forme ;
- Assistance téléphonique ;
- Module d'autoformation à destination des candidats ;

- Foire aux questions ;
- Outils informatiques.

#### REMARQUE IMPORTANTE :

Les candidats doivent s'assurer qu'ils disposent d'une signature électronique valide (la délivrance d'une signature électronique par un organisme habilité pouvant prendre plusieurs jours). S'ils ne disposent pas déjà d'une signature électronique valide, se procurer un certificat numérique de signature utilisable pour les marchés publics conforme aux exigences de l'arrêté du 15 juin 2012 et au RGS (référentiel général de sécurité). Les prestataires admis à commercialiser ce certificat sont listés sur le site Internet : [www.lsticertification.fr](http://www.lsticertification.fr). Certains de ces prestataires sont Certeuropa, Certinomis, Chambersign France, etc.... Il n'est donc pas nécessaire de joindre des documents avec une signature manuscrite numérisée.

Si le soumissionnaire n'utilise pas la fonction « Vérifier la signature » de la rubrique « Outils de signature » de la PLACE, il fournit la procédure permettant la vérification de la validité de sa signature électronique conformément à l'arrêté cité supra.

#### 11.1 PRESENTATION DES DOSSIERS ET FORMAT DES FICHIERS

Les formats acceptés sont les suivants : .pdf, .doc, .xls, .ppt, .odt, .ods, .odp, ainsi que les formats d'image jpg, png et de documents html.

Le candidat ne doit pas utiliser de code actif dans sa réponse, tels que :

- Formats exécutables, .exe, .com, .scr, etc. ;
- Macros ;
- ActiveX, Applets, scripts, etc.

#### 11.2 HORODATAGE

Les plis transmis par voie électronique sont horodatés. Tout dossier dont le dépôt se termine après la date et l'heure limite est considéré comme hors délai.

En cas d'indisponibilité de la plate-forme empêchant la remise des plis dans les délais fixés par la consultation, la date et l'heure de remise des offres peuvent être modifiées.

#### 11.3 COPIE DE SAUVEGARDE

Les candidats qui effectuent à la fois une transmission électronique et, à titre de copie de sauvegarde, une transmission sur support physique numérique, doivent faire parvenir cette copie avant la date limite de remise des plis.

Cette copie de sauvegarde doit être placée dans un pli cacheté comportant les mentions suivantes :

- NE PAS OUVRIR ;
- « Copie de sauvegarde » ;
- Offre pour : « *Intitulé de la consultation + n° projet* » ;
- Nom ou dénomination du candidat.

La copie de sauvegarde ne peut être ouverte que dans les cas prévus à l'article 7 de l'arrêté du 14 décembre 2009 relatif à la dématérialisation des marchés publics.

La copie de sauvegarde est transmise exclusivement par voie postale à l'adresse suivante :

USID Toulouse  
Pôle Achat de Toulouse – Bureau 18  
69 rue Saint Jean - 31130 Balma

Les documents figurant sur ce support doivent être signés électroniquement (pour les documents dont la signature est obligatoire).

## 11.4 ANTIVIRUS

Les candidats doivent s'assurer que les fichiers transmis ne comportent pas de virus.

La réception de tout fichier contenant un virus entraîne l'irrecevabilité de l'offre. Si un virus est détecté, le pli est considéré comme n'ayant jamais été reçu et les candidats en sont avertis grâce aux renseignements saisis lors de leur identification.

## 12 ATTRIBUTION

### 12.1 DOCUMENTS A FOURNIR

En application des articles L.2141-1 à 11 du code de la commande publique, seul le soumissionnaire auquel il est envisagé d'attribuer le marché doit produire les pièces prévues aux articles R.2143-6 à 10 du code de la commande publique.

En outre, la signature de l'acte d'engagement n'est exigible que du seul attributaire pressenti : si celui-ci (accompagnés de cotraitants, le cas échéant) n'a pas signé son offre lors de la remise initiale, il doit signer - ou co-signer avec les membres du groupement - l'acte d'engagement et faire signer les DC4 aux sous-traitants éventuels avant attribution. Il doit également joindre le/les pouvoirs de la personne physique habilitée (signataire) à engager la société / l'établissement, le cas échéant.

Si ces documents ne sont pas joints dans la réponse initiale, l'acheteur adresse une demande via la PLACE. L'attributaire doit transmettre les documents requis dans un délai de 8 jours à compter de la date d'envoi de la demande.

**ATTENTION !** Les délais octroyés n'ont pas pour effet de permettre aux attributaires de se procurer un certificat de signature électronique, ni d'effectuer les démarches administratives de régularisation auprès des administrations et organismes compétents.

A défaut de transmission des documents dans le délai prescrit par l'acheteur, celui-ci peut déclarer irrégulière l'offre au titre de l'article R.2152-1 du code de la commande publique. En conséquence, le candidat dont l'offre a été classée immédiatement après la sienne est alors sollicité pour produire à son tour les pièces nécessaires. Le cas échéant, cette procédure est renouvelée jusqu'à épuisement des offres classées.

### 12.2 SIGNATURE ET NOTIFICATION DU MARCHÉ

Le marché peut être définitivement attribué une fois ces formalités préalables remplies.

L'acheteur avise alors tous les autres soumissionnaires du rejet de leur offre.

Après signature de l'acte d'engagement par l'acheteur, le marché est notifié, conformément aux dispositions de l'article R.2182-4 du code de la commande publique.

Le titulaire doit s'assurer que la ou les personne(s) habilitée(s) à engager la société dispose(nt) d'un certificat de signature électronique valide, conformément à l'annexe 1 du présent document « Modalités de signature électronique », de façon à pouvoir signer les actes modificatifs (actes de sous-traitances, modifications du marché, décisions...) qui interviendront en cours d'exécution du marché.

**NOTA :** L'acheteur n'impose pas la signature électronique au moment du dépôt mais cette signature est nécessaire au moment de l'attribution du marché. En revanche, si le candidat est déjà en possession d'un certificat électronique valide, il peut signer électroniquement dès le dépôt de sa réponse.

## 13 DISPOSITIONS GENERALES

### 13.1 LANGUE

L'ensemble des documents remis sont rédigés en langue française. Si les documents fournis par un candidat ne sont pas rédigés en langue française, ils sont accompagnés d'une traduction en français par un traducteur.

### 1.1 JURIDICTION CHARGÉE DES PROCEDURES DE RECOURS

Le tribunal administratif est seul compétent pour connaître des litiges nés de ce contrat et de sa procédure de passation. Ces derniers peuvent faire l'objet de recours dans les délais et conditions fixés par le code de justice administrative.

Le service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours est le greffe du tribunal administratif de :

Tribunal administratif de Toulouse  
68, rue Raymond IV  
B.P. 7007  
31068 Toulouse Cedex 07  
Téléphone : 05 62 73 57 57 - Télécopie : 05 62 73 57 40  
greffe.ta-toulouse@juradm.fr  
SIRET : 17310005800010

### 1.2 VOIES DE RECOURS

- Un **recours en référé précontractuel** (article L.551-1 du Code de la Justice Administrative – CJA), le juge administratif devant être saisi avant la conclusion du contrat ;
- Un **référé contractuel** (article L.551-13 du CJA) dans un délai de 31 jours à compter de la publication de l'avis d'attribution (ou, à défaut d'un tel avis, dans un délai de 6 mois à compter de la conclusion du contrat) ;
- Un **recours pour excès de pouvoir** (article R.421-1 et suivants du CJA) dans un délai de deux mois à compter de la publication ou de la notification de la décision attaquée ;
- Un **recours en contestation de validité du contrat** (recours de pleine juridiction prévu par la décision du Conseil d'Etat du 4 avril 2014 DEPARTEMENT DU TARN-ET-GARONNE, n°358994), dans un délai de deux mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité appropriées ;
- Un **recours indemnitaire** (article R.421-1 et suivants du CJA), dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication de la décision attaquée, ou dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle est née la décision implicite de rejet.



## MODALITES DE SIGNATURE ELECTRONIQUE

### RAPPEL GENERAL

**Un zip signé ne vaut pas signature des documents qu'il contient.**

**En cas de fichier zippé, chaque document pour lequel une signature est requise doit être signé séparément.**

**Une signature manuscrite scannée n'a pas de valeur juridique. Elle constitue une copie de la signature manuscrite et ne peut pas remplacer la signature électronique.**

### Signature électronique des documents

Chaque document à signer doit l'être individuellement. Par application de l'arrêté du 15 juin 2012 relatif à la signature électronique dans les marchés publics, le soumissionnaire doit respecter les conditions relatives :

1. au certificat de signature du signataire ;
2. à l'outil de signature utilisé (logiciel, service en ligne, parapheur le cas échéant), devant produire des jetons de signature\* conformes aux formats réglementaires dans l'un des trois formats acceptés. Le jeton d'horodatage peut être enveloppé dans le fichier d'origine ou bien apparaître sous la forme d'un fichier autonome (non enveloppé).

### Exigences relatives aux certificats de signature du signataire

Le certificat de signature du signataire respecte au moins le niveau de sécurité préconisé (1 ou 2).

1er cas : Certificat émis par une Autorité de certification "reconnue" : le certificat de signature est émis par une Autorité de certification mentionnée dans l'une des listes de confiance suivantes :

- <http://www.lsti-certification.fr> ;
- <https://ec.europa.eu/digital-single-market/en/eu-trusted-lists-trust-service-providers>

Dans ce cas, le candidat n'a aucun justificatif à fournir sur le certificat de signature utilisé pour signer sa réponse.

2ème cas : Le certificat de signature électronique n'est pas référencé sur une liste de confiance.

La plate-forme de dématérialisation « PLACE » accepte tous certificats de signature électronique.

Le candidat s'assure que le certificat qu'il utilise est au moins conforme au niveau de sécurité préconisé sur le profil d'acheteur, et donne tous les éléments nécessaires à la vérification de cette conformité par l'acheteur.

Justificatifs de conformité à produire

Le signataire transmet les informations suivantes :

- La procédure permettant la vérification de la qualité et du niveau de sécurité du certificat de signature utilisé : preuve de la qualification de l'Autorité de certification, la politique de certification...
- Le candidat fournit notamment les outils techniques de vérification du certificat : chaîne de certification complète jusqu'à l'AC racine, adresse de téléchargement de la dernière mise à jour de la liste de révocation ;
- L'adresse du site internet du référencement du prestataire par le pays d'établissement ou, à défaut, les données publiques relatives au certificat du signataire, qui comportent, au moins, la liste de révocation et le certificat du prestataire de services de certification électronique émetteur.



### **Outil de signature utilisé pour signer les fichiers**

Le candidat utilise l'outil de signature de son choix.

Cas 1 : le candidat utilise l'outil de signature de la plate-forme des achats de l'État.

Dans ce cas, le candidat est dispensé de fournir tout mode d'emploi ou information.

Cas 2 : lorsque le candidat utilise un autre outil de signature que celui proposé sur PLACE, il doit respecter les deux obligations suivantes :

- Produire des formats de signature XAdES, CAdES ou PadES ;
- Permettre la vérification en transmettant en parallèle les éléments nécessaires pour procéder à la vérification de la validité de la signature et de l'intégrité du document, et ce, gratuitement.

Dans ce cas, le signataire indique la procédure permettant la vérification de la validité de la signature en fournissant notamment le lien sur lequel la signature peut être vérifiée, avec une notice d'explication de préférence en français.

La personne signataire doit avoir le pouvoir d'engager la société.

## **ASSISTANCE AUX ENTREPRISES SUR « PLACE »**

### **❖ Le candidat doit s'assurer de sa capacité à remettre son offre**

Les paramètres à prendre en compte par le candidat : les capacités techniques de son matériel, le type de raccordement à Internet et le trafic sur le réseau internet qui peuvent considérablement augmenter le délai moyen de téléchargement.

### **❖ Les frais d'accès**

Les frais d'accès au réseau et à l'obtention d'un certificat de signature électronique sont à la charge de chaque candidat.

### **❖ La boîte aux lettres du candidat**

Attention : certains serveurs de messagerie présents dans le système informatique des candidats peuvent filtrer des envois venant de la plate-forme. Les candidats doivent être vigilants sur ce point et vérifier également que les alertes de la plate-forme ne sont pas filtrées par le dispositif anti spam de l'entreprise ou redirigées vers les « courriers indésirables ».

### **❖ Manuel d'utilisation – Guide d'aide - Assistance**

Un manuel d'utilisation est disponible afin de faciliter l'utilisation de la plate-forme. Le soumissionnaire doit se référer aux prérequis techniques et aux conditions générales d'utilisation disponibles sur le site.

Le candidat peut se référer au guide d'aide à la passation des marchés publics dématérialisés de décembre 2015 du ministère de l'économie de l'industrie et du numérique.

En cas de difficultés sur la PLate-forme des AChats de l'Etat (PLACE), une assistance est mise à la disposition des entreprises au 01.76.64.74.07. Les courriels d'assistance (uniquement en cas d'indisponibilité de l'assistance téléphonique) sont également possibles à l'adresse : [place.support@atexo.com](mailto:place.support@atexo.com) .